

■ Le leader du Nouveau parti anticapitaliste était présent samedi, à Champhol, aux côtés des salariés du site drouais. À l'occasion de cette journée des « travailleurs en lutte », il a prôné une « unité nationale ».

En jeans, baskets et blouson en cuir, il est venu discrètement puis est reparti sans faire de bruit. Pas de discours au micro, ni de participation au débat. Venu hier après-midi à Champhol pour affirmer son soutien aux employés de Philips EGP, le site drouais dont la fermeture est prévue le 6 février prochain, Olivier Besancenot n'a pas souhaité transformer cette manifestation en tribune politique.

Le leader du Nouveau parti anticapitaliste a discuté de table en table. « C'est une présence militante », a assuré celui qui est déjà venu à plusieurs reprises rencontrer les « Philips ». Son message, il l'a délivré en petit comité : « Continuer à travailler pour la convergence de toutes les luttes. » La rentrée sociale, Olivier Besancenot en convient, a semblé plutôt molle depuis septembre après les mobilisations du début d'année 2009. « Il y a eu des grandes manif tous les deux mois. Et cette stratégie-là n'a pas payé, concède-t-il. On traverse une période plus compliquée mais le combat n'est pas terminé. Il faut faire preuve de patience pour trouver le chemin de l'unité nationale. »

L'unité dans la lutte sociale, c'est bien l'idée maîtresse qui a animé les hommes et les femmes qui ont poussé, hier, les

portes de l'espace Jean-Moulin. Un lieu tout indiqué pour parler de résistance. Résistance « aux patrons voyous », a-t-on souvent entendu de la bouche des salariés d'autres entreprises qui ont connu, ou connaissent actuellement les difficultés des Philips EGP.

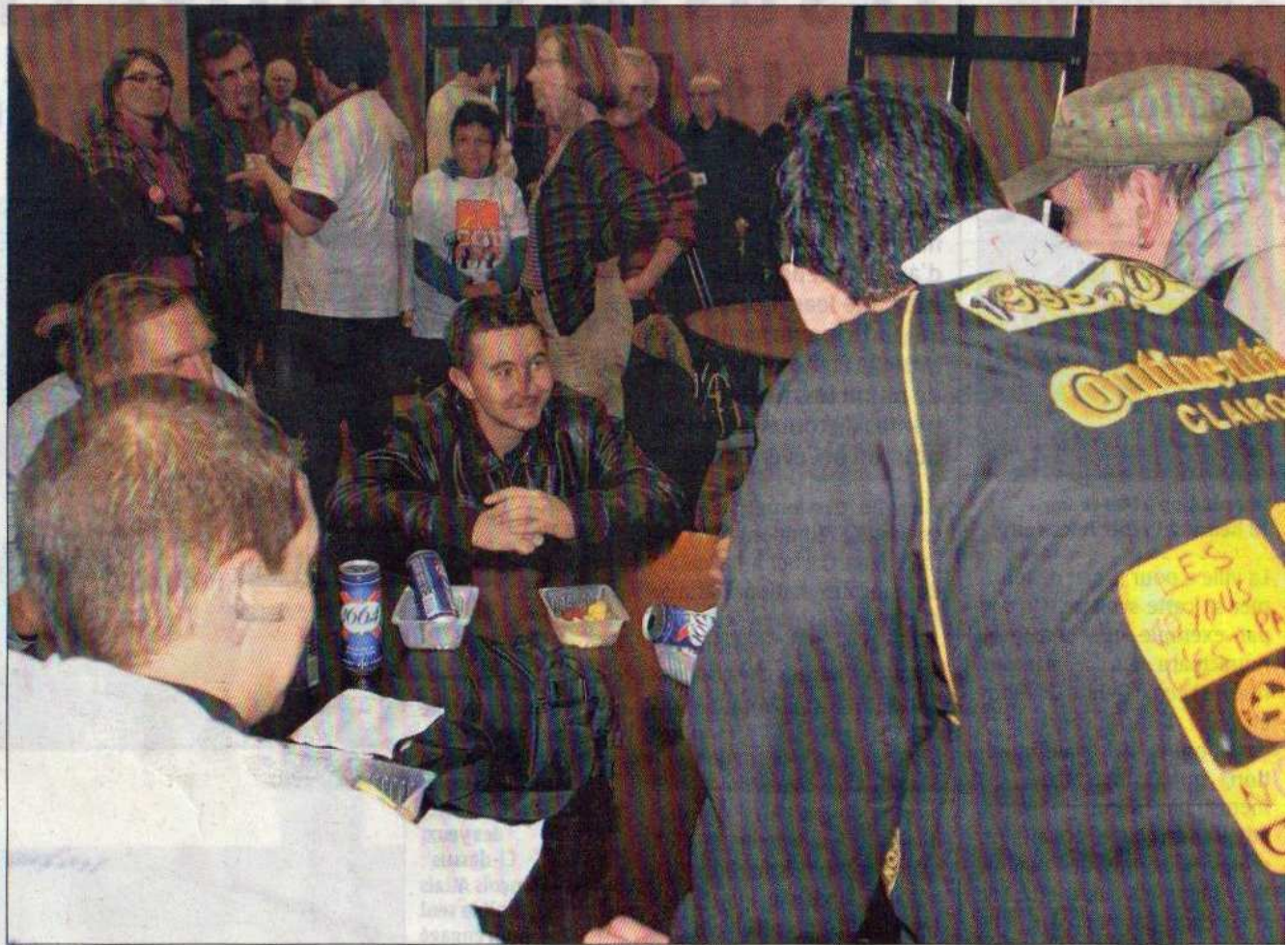
C'est le cas de Christian Lahargue, un employé de Continental venu de Compiègne, dans l'Oise. Après 34 ans dans cette société, ce père de famille va connaître le chômage au 1^{er} janvier 2010, à l'issue de plusieurs semaines de chômage partiel. La fermeture du site va entraîner 1.120 licenciements. « Plus tous ceux des entreprises sous-traitantes. Près de 3.500 familles vont être touchées dans le Compiègnais », calcule Christian Lahargue, lequel crie son « ras-le-bol du capitalisme sauvage ». Pour lui, une seule solution : « Ne pas se résigner. Continuer le combat ! »

Des propos relayés par Didier Soulet, un employé de Freescale (ex Motorola) qui n'a pas hésité à faire le déplacement de Toulouse, où le site industriel doit fermer ses portes en 2011.

« Ne pas se battre chacun dans son coin »

« Il faut mettre en place un collectif contre les licenciements pour que chaque boîte ne se batte pas dans son coin. C'est la riposte globale de la classe ouvrière ! », a-t-il martelé au micro.

Alexis, de Molex, a exhorté les salariés de Philips EGP à rester vigilants et à ne pas « reproduire les erreurs » faites, selon lui, sur le site de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne), où le plan social a été accepté. « La stratégie syndicale n'a servi à



SAMEDI, À CHAMPHOL. Olivier Besancenot (accroupi, au centre) est venu soutenir les Philips EGP et, à travers eux, tous les travailleurs en difficulté. Une présence discrète mais « militante ».

rien. Elle s'est soldée par 283 licenciements. »

La lueur d'espoir est finalement venue de Blanquefort, en Gironde, par la voix des salariés de Ford. « En 2007 et 2008, nous avons multiplié les actions. L'usine devait fermer en 2010. Nous avons assuré l'avenir jusqu'en 2014-2015 », a indiqué un représentant syndical CGT. Un sursis qui, pour l'instant ne fait que repousser l'échéance. Mais un sursis en forme de victoire pour ces ouvriers.

Olivier Rezel.

La CGT préconise la création d'un conseil ouvrier

Tous les partis de gauche opposés à la « politique libérale » de Nicolas Sarkozy et de son gouvernement, mais aussi Lutte ouvrière, la FSU, le collectif des sans papiers, les faucheurs volontaires (etc.) avaient répondu à l'invitation lancée par la CGT Philips EGP. Leurs représentants ont participé à un débat sur le thème : « Comment construire la convergence des

luttons et quelle alternative politique au capitalisme ? ». Car pour Manuel Georget, délégué CGT de Philips EGP, « le capitalisme ne s'accompagne pas, il se combat ». Tant qu'il y a de la lutte, il y a de l'espoir se persuade le syndicaliste qui veut défendre bec et ongles les 218 salariés « de ce dernier gros fleuron de la métallurgie du département ». Pour Manuel Georget, le site

drouais peut encore servir. « Une activité doit être maintenue dans notre domaine de l'électronique grand public. Que ce soit pour fabriquer des cafetières, des rasoirs ou des DVD. Ou alors, il reste la solution d'attribuer à Dreux le marché français de la télévision », propose celui qui préconise la création d'un conseil ouvrier au sein de Philips EGP.